



LES MESURES D'AIDE À L'AUTONOMIE

1 L'action collective

Dans les sociétés traditionnelles, le maintien de l'autonomie était pris en charge au sein de la famille. Aujourd'hui, les pouvoirs publics l'ont organisé avec différents dispositifs dont l'APA pour les personnes âgées, les REAAP pour les familles, les structures d'accueil et de travail pour les personnes handicapées, les missions locales pour les jeunes.

2 Le maintien de l'autonomie des personnes âgées

A | L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Créée en 2001 et prise en charge par les départements, elle a pour but d'apporter une **aide financière** pour compenser la perte d'autonomie. Cette aide financière permet le maintien à domicile en l'adaptant si nécessaire ou à financer une aide à domicile. Elle peut également servir à compléter les frais de séjour en maison de retraite. Son montant est fixé après l'examen du degré d'autonomie de la personne et reporté dans une grille dite AGGIR (autonomie gérontologie groupes iso-ressources) qui définit le taux d'autonomie ou de dépendance dans sa vie quotidienne.

B | Mesurer le degré d'autonomie

La grille AGGIR évalue les capacités de la personne âgée à accomplir 10 activités corporelles et mentales, dites discriminantes, et 7 activités domestiques et sociales, dites illustratives.

LES CONNAISSANCES INDISPENSABLES
Les mesures d'aide à l'autonomie

Seules les 10 activités discriminantes sont utilisées pour déterminer le GIR dont relève la personne âgée. Les 7 activités illustratives sont destinées à apporter des informations pour l'élaboration du plan d'aide de la personne âgée :

– **activités corporelles et mentales discriminantes :**

- communiquer verbalement et/ou non verbalement, agir et se comporter de façon logique et sensée par rapport aux normes admises par la société,
- se repérer dans l'espace et le temps,
- faire sa toilette,
- s'habiller, se déshabiller,
- se servir et manger,
- assurer l'hygiène de l'élimination urinaire et fécale,
- se lever, se coucher, s'asseoir, passer de l'une de ces trois positions à une autre,
- se déplacer à l'intérieur du lieu de vie,
- se déplacer en dehors du lieu de vie,
- utiliser un moyen de communication à distance (téléphone, alarme, sonnette, etc.) dans le but d'alerter en cas de besoin ;

– **activités domestiques et sociales illustratives :**

- gérer ses affaires, son budget et ses biens, reconnaître la valeur monétaire des pièces et des billets, se servir de l'argent et connaître la valeur des choses, effectuer les démarches administratives, remplir les formulaires,
- préparer les repas et les conditionner pour qu'ils puissent être servis,
- effectuer l'ensemble des travaux ménagers courants,
- utiliser volontairement un moyen de transport collectif ou individuel,
- acheter volontairement des biens,
- respecter l'ordonnance du médecin et gérer soi-même son traitement,
- pratiquer volontairement, seul ou en groupe, diverses activités de loisir.

3 Accompagner et aider les parents dans le respect de leur autonomie

A | **Les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP)**

Ils ont été créés en 1999 et sont financés par la CAF. La circulaire du ministère chargé des Affaires sociales et de la Santé les définit comme « la mise en réseau d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités dans le respect et le soutien ». Les actions

organisées par les REAAP de chaque département visent à soutenir et accompagner les parents tout en respectant et soutenant leur autonomie éducative.

B | Le rôle des REAAP

Selon une circulaire de 2001, les **objectifs généraux** des REAAP sont de :

- « s’adresser à toutes les familles, valoriser prioritairement les rôles et compétences des parents ;
- participer à la construction d’un système d’animation partagée ;
- accompagner les familles en conflit, en voie de séparation, ou même séparées ;
- veiller à ménager des espaces et des moments au bénéfice des pères ;
- aider les familles à prendre en charge les problèmes concernant plus particulièrement les adolescents. »

Et les **quatre priorités** sont :

- « une plus forte implication des parents ;
- un travail plus intensif en partenariat avec l’école, associant en particulier les parents de préadolescents et d’adolescents ;
- une gestion plus opérationnelle des moyens affectés au financement des réseaux ;
- une meilleure articulation avec les dispositifs existants. »

Les moyens d’action peuvent être variés : petits déjeuners parents, conférences, groupe de parole, sorties récréatives parents-enfants, cafés des parents...

4 Les structures de travail pour les personnes handicapées

En 2013, les centres adaptés pour le travail deviennent des **établissements et services d’aide par le travail (Esat)**. Selon le site service public, ils « permettent à une personne handicapée d’exercer une activité dans un milieu protégé si elle n’a pas acquis assez d’autonomie pour travailler en milieu ordinaire. L’orientation en Esat, décidée par la commission des droits et de l’autonomie des personnes handicapées (CDAPH), vaut reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ».

Il doit permettre de mettre en place des actions :

- de maintien des acquis scolaires et professionnels ;
- d’accès à l’autonomie.

L’Esat peut parfois disposer d’un foyer d’hébergement pour accueillir les personnes handicapées en dehors de leurs temps d’activité.

Les personnes handicapées ne signent pas de contrat de travail mais un contrat de soutien et d'aide par le travail. Elles ne peuvent pas être licenciées. Elles reçoivent une rémunération et ont le droit à des congés payés, des congés maladie, maternité, etc.

L'objectif des Esat est de fournir un environnement qui permet l'exercice d'une certaine autonomie que les éducateurs techniques chercheront à maintenir, voire à étendre.

5 Des mesures pour l'autonomie des jeunes

A | Les missions locales jeunes

Nées en 1982, ce sont des associations qui ont une délégation du service public de l'emploi et, à ce titre, permettent à tous les jeunes de 16 à 25 ans de trouver un accompagnement adapté pour permettre leur insertion professionnelle et sociale. Ce guichet unique réservé aux jeunes aide à l'insertion sociale, c'est-à-dire à « ce que les jeunes deviennent autonomes et responsables » (Rapport Schwartz, 1981). Leurs missions sont doubles : elles sont orientées vers les jeunes mais également vers les entreprises.

B | Les offres de service à destination des jeunes de 16 à 25 ans

- Repérer, accueillir, informer, orienter et accompagner les jeunes en élaborant avec chacun un parcours personnalisé vers l'emploi.
- Mobiliser l'offre d'insertion disponible sur un territoire avec les partenaires locaux.
- Soutenir les jeunes dans leur recherche d'emploi ainsi que dans leurs démarches d'orientation professionnelle, d'accès à la formation, à la santé, au logement, aux droits, à la citoyenneté et à la mobilité.
- Préparer les jeunes candidats à une offre d'emploi, aide au maintien dans l'emploi (soutien matériel, médiation jeune-employeur) et accompagnement post emploi.

Au cours des entretiens, un conseiller aide le jeune à s'orienter et examine avec lui les moyens à mobiliser pour lever les freins à l'emploi.

C | Les offres de service à destination des entreprises

- Aider au recrutement grâce à l'analyse des besoins de l'entreprise, la proposition de candidats et la construction d'une réponse individualisée (type de contrat, aides mobilisables, formation...).
- Accompagner dans l'emploi : suivi du jeune dans la phase d'intégration sur son poste de travail, bilans réguliers dans l'entreprise, médiation si nécessaire.
- Valoriser les entreprises locales grâce à l'information des jeunes et des professionnels sur le secteur et les métiers exercés (visites, stages découverte des métiers, etc.) et la communication des bonnes pratiques de recrutement sur le territoire.

Pour aller plus loin :

- www.service-public.fr